

PHILIPPE MARTINEZ

Secrétaire général de la CGT.

Le gouvernement Macron/Philippe a mené un certain nombre d'attaques contre les salarié-es et leurs droits dans cette 1^{ère} année de mandat. Les mois qui arrivent risquent d'être tout aussi néfastes : comment faire en sorte que la réponse syndicale soit à la hauteur de ces attaques ?

Il faut s'appuyer sur les aspirations des citoyen-nés sur un certain nombre de grandes réformes en cours et à venir, celle des retraites, de l'assurance chômage, mais aussi la rentrée scolaire et universitaire. Notre organisation doit construire ses revendications à partir des revendications individuelles de chacun-e.

Dans vos secteurs il y a beaucoup de revendications qui concernent à la fois les moyens, les emplois et les salaires, il faut partir de cette réalité quotidienne.

Concernant les mobilisations à venir, elles sont à construire collectivement : une réunion intersyndicale des confédérations aura lieu le 30 août au siège de FO et l'assemblée générale de rentrée du CCN débattera de la situation et des mobilisations en amont le 28 août.

Pourquoi est-il important que la CGT syndique les personnels des champs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche ?

C'est important car si l'on veut éviter les oppositions entre les salarié-es il faut lutter contre le syndicalisme catégoriel, construire un syndicalisme qui n'oppose pas les salarié-es entre eux-elles.

Cette opposition c'est le projet du gouvernement : si nous voulons porter les revendications de toutes et tous les salarié-es nous devons être présents dans tous les secteurs et porter une vision globale de la société et du monde du travail. Les enjeux de l'éducation de la maternelle à l'université sont importants et la CGT doit s'exprimer sur tous ces sujets.



En décembre 2018 vont se tenir les élections professionnelles pour tous les salarié-es du public, quels sont les enjeux de ces élections pour la CGT ?

L'enjeu de ces élections, c'est avant tout de réaffirmer notre ambition pour le service public, pour ses agent-es et ses usager-es. Dans la logique gouvernementale un service public est un coût, nous devons porter et développer l'idée inverse. Il faut donc de l'argent pour financer les services publics, les développer, en améliorer le fonctionnement ; ça tombe bien, les versements des dividendes aux actionnaires ont augmenté de 500 milliards de dollars dans le monde au 2^e trimestre 2018, et la France (10 % des dividendes versés dans le monde) est encore sur le podium avec une augmentation de 25 %.

Cette campagne des élections professionnelles est un bon moment pour réaffirmer la conception CGT des services publics.